TL 4164

AUX GROUPES DE SOLIDARITÉ AVEC LE TIMOR ORIENTAL

Comme nous vous en avons déjà informé les Groupes Portugais de Solidarité avec Timor (CDPM et A Paz é Possível) ont été invités par la Présidence de la Republique d'abord et par le Ministère des Affaires Étrangères ensuite pour des éunions de travail sur Timor.

La première a permis une analyse globale de la situation après la "victoire" indonésienne à la Comission des Droits de l'Homme, la seconde visait essentiellement le relancement de la question de Timor à la Comission des Droits de l'Homme (Février 86) et donc à la S/C (Août 85).

POSITION DE L'ÉTAT PORTUGAIS

Les divergences entre la Présidence de la Republique et le Gouvernement continuent. La volonté de relancer à l'ONU nous semble être le fait de la Présidence plus que du Ministère.

Le Gouvernement ne manque aucune occasion pour rejeter ses responsabilités sur le S.G. de l'ONU, alors qu'au contraire de nombreux pays (voir les recentes déclarations de Mme. Tatcher) rejetent la solution sur les négociations entre le Portugal et l'Indonésie.

La classe politique portugaise vit à l'heure de l'entrée dans la CEE et se sent mal à l'aise dans la défense d'une cause qui ne semble pas interesser ses "alliés naturels". Toute prise de positions de ces pays a donc des effets sur les portugais.

Présidence et Gouvernement continuent a être en desaccord sur qui représenterait le peuple timorais, fait qui favorise aussi les thèses indonésiennes dans les négociations.

NÉGOCIATIONS À NEW YORK

L'Indonésie, appuyée par le S.S.G. de l'ONU, le pakistanais Ahmed, interprète restrictivement la résolution de l'Assemblée Générale sur les "parties intéressées" qui seraient uniquement Portugal et l'Indonésie. Le Portugal aimerait étendre ce concept (à l'Église Catholique, par exemple, élément important sur le terrain).

Le problème de rapatriement des timorais ex-fonctionnaires de l'Administration portugaise en est arrivé à l'examen de- listes de personnes, on aborde maintenant les droits culturels et religieux. L'Indonésie a déjà remis un document qui tend à identifier liberté réligieuse et liberté de culte et qui fait état des aides financières données à l'Église notamment par le gouvernement indonésien. Les négociateurs portugais qui ont proposé ce thème paraissent ne pas savoir encore le contenu à lui donner.

Le Cardinal Casaroli, S.E. du Vatiacn, a discuté ce problème avec les autorités portugaises. Il a déclaré que le S.S. ne prenait pas position sur les aspects politiques de la question mais est intéressée par les aspects humanitaires.

COMISSION DES DROITS DE L'HOMME

L'État portugais a ressenti comme en échec de sa diplomatie le vote de retrait de la question de Timor sans touefois montrer la volonté de changer quoi que ce soit dans son actuation. C'est sur proposition de la Présidence que le Ministère a organisé une réunion avec les ONG

Ils ont clairement affirmé qu'ils comptent sur les ONG pour relancer la question et que la diplomatie portugaise n'a pas encore de plans, en fait elle se montre peu intéressée.

Nous allons tâcher d'élaborer un ou deux rapports sur les Droits de l'Homme qui devront être présentés à l'ONU par des ONG jusqu'a la fin du mois.

Nous vous envoyons la liste des membres de la S.C. Il serait important, si votre pays y est représenté, que vous contactiez votre représentant pour le sensibiliser à cette question.

Si vous disposez d'information intéressante il pourrait être utile de les envoyer aussi à d'autres membres de la S.C.

ASSEMBLÉE DE LA REPUBLIQUE

La C D P M a aussi eu une réunion de travail avec la Commission Spécila sur le Timor Oriental (11.4.85). La déclaration de Lord Avebury a été signée par tous les membres de la Commission.
On travaille pour que d'autres parlamentaires le signent aussi. La Commission envisage surtout des contacts avec parlamentaires d'autres pays pour les informer de la situation. Elle prépare un document confidentiel pour tous les parlamentaires portugais qui voyagent en mission à l'étranger. Ils ne semblent pas vouloir faire de grandes pressions sur le gouvernement.
Il faut que des parlamentaires d'autres pays contactent avec la Commission, leur "exigeant" des informations, une position claire, etc.

- Comissão Eventual para Acompanhamento da Situação em Timor-Leste
  Assembleia da Republica
  Largo das Cortes
  1200 Lisboa

AUTRES ACTIONS

Il nous semble souhaitable que vous écriviez au Président de la Republique, Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères et Président de l'Assemblée de la Republique, dans le sens d'exiger une intervention plus active des autorités portugaises aux différents niveaux auxquels ce problème est, ou peut être abordé, y compris les structures communautaires européennes.
Il faudrait redoubler des efforts pour que, jusqu'en Juillet, le cas de Timor réaparaisse au niveau de l'opinion publique: la grande presse en particulier.
Nous rappelons l'importance de nous signaler tout ce qui se fait sur Timor dans votre pays, cela peut être utilisé pour pressioner les autorités portugaises, et aussi d'échanger entre groupes les documents auxquels nous avons accès (merci pour les Comments du CIIR et Tapol).
Les documents les plus importants publiés dans votre pays pourraient aussi être envoyés aux autorités ci-dessus:

- Presidente da Republica - General Ramalho Eanes
  Palácio de Belém
  1300 Lisboa

- Primeiro Ministro- Mário Soares
  Palácio de S. Bento - 1200 Lisboa
- Presidente da Assembleia da Republica- Fernando Amaral
  Assembleia da Republica
  Largo das Cortes - 1200 Lisboa

- Ministro dos Negócios Estrangeiros
  Ministério dos Negócios Estrangeiros
  Largo do Rilvas 1300 Lisboa

ACTIVITÉS DE LA C D P M ET DU GROUPE " A PAZ É POSSÍVEL"

- Lettre au Cardinal Cazaroli quand il est passé chez nous (A Paz é Possível)
- Préparation d'une réunion nationale de groupes et personalités chrétiennes à Lisbonne (A Paz é Possível)
- Antônio Barbedo de Magalhães de la CDPM/Porto a participé à la Session Internatinale de la Paix sous le thème "Libération des Peuples, autodétermination et responsabilité internationale" (Caracas, 17-27 Mars 85)
- Action d'information dans la rue le 23 Mars,à propos du 2ème. anniversaire des conversations préliminaires FRETILIN/Indonésie et le cessez-le-feu. (CDPM).
- Communiqué de presse à propos de nouvelles sur l'exploitation du pétrole dans la mer de Timor. (CDPM).
- Préparation d'un Séminaire interne sur le Sudest Asiatique (le 20 Mars 85), occasion pour approfondir nos connaissances sur ce thème. (CDPM)
- Préparation du prochain numéro de "FUNU" dédié à l'étude de l'évolution de la situation au Timor Oriental même.

Merci à tous ceux qui nous envoyent de la documentation, des lettres.....
C'est très important.

Salutations solidaires.

Luisa TP

COMISSÃO PARA OS DIREITOS
DO POVO MAUBERE
Rua Pinheiro Chagas, 77 - 2.º Esq.
1000 LISBOA — PORTUGAL

Lisbonne, le 15 Avril 1985

65/85